

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

12 OCTOBRE 2010

Proposition de loi visant à instaurer la peine d'injonction de soins dès que la décision de condamnation est définitive pour les auteurs d'infractions sexuelles et celle du placement sous surveillance électronique mobile, par le biais d'un bracelet électronique, à leur libération

(Déposée par Mme Christine Defraigne)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 10 septembre 2007 (doc. Sénat, n° 4-178/1 - SE 2007).

En Belgique, avant les années 1990, les trois-quarts des viols et autres agressions sexuelles ne donnaient lieu à aucune plainte. Depuis les meurtres fort médiatisés de l'« affaire Dutroux », les victimes d'agression sexuelle font l'objet d'une plus grande attention.

La direction générale judiciaire de la police fédérale révélait dans un rapport de 2004 que, entre 1996 et 2002, 36 675 procès-verbaux avaient été dressés du chef des trois types d'infractions à caractère sexuel que sont le viol, l'attentat à la pudeur et l'exhibitionnisme. Parmi ces infractions, 13 722 viols étaient recensés.

Ce rapport établissait encore qu'en novembre 2003, la population carcérale belge était composée d'environ 17 % d'auteurs d'infraction sexuelle, soit 1 610 personnes à l'époque.

Entre 2002 et 2004, nous savons qu'un total de 8 709 viols ont été déclarés (1).

(1) Question n° 12 217 posée à la commission de la Justice de la Chambre des représentants du 28 juin 2006, CRIV 51, COM 1025, p. 11.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2010-2011

12 OKTOBER 2010

Wetsvoorstel tot invoering van een door de rechter opgelegde behandeling zodra de veroordelingsbeslissing voor plegers van seksuele misdrijven definitief is en van mobiel elektronisch toezicht door middel van een enkelband, bij hun invrijheidstelling

(Ingediend door mevrouw Christine Defraigne)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 10 september 2007 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 4-178/1 - BZ 2007).

Voor de jaren negentig werd in België voor drie vierde van de verkrachtingen en andere seksuele aanrandingen nooit klacht ingediend. Sedert de « zaak Dutroux », die in de media grote aandacht kreeg, krijgen de slachtoffers van seksuele aanranding meer aandacht.

De algemene directie Gerechtelijke Politie van de federale politie bracht in een rapport in 2004 aan het licht dat tussen 1996 en 2002 36.675 processen-verbaal werden opgesteld voor drie soorten misdrijven van seksuele aard, namelijk verkrachting, aanranding van de eerbaarheid en exhibitionisme. Onder die misdrijven telde men 13.722 verkrachtingen.

In dat rapport stond ook nog dat de Belgische gevangenispopulatie voor ongeveer 17 %, wat toen overeenkwam met 1.610 personen, uit plegers van seksuele misdrijven bestond.

We weten dat er van 2002 tot 2004 in totaal 8.709 verkrachtingen werden aangegeven (1).

(1) Vraag nr. 12 217 gesteld in de commissie voor de Justitie van de Kamer van volksvertegenwoordigers van 28 juni 2006, CRIV 51, COM 1025, blz. 11.

Cependant, le nombre de viols déclarés est une partie infime de l'iceberg. Les spécialistes (1) s'accordent à considérer que les victimes d'agression sexuelle sont nombreuses : 25 % des femmes adultes et 15 % des hommes ont subi au moins une agression sexuelle, allant du harcèlement ou de l'exhibitionnisme au viol, au cours de leur croissance.

La monstruosité des actes perpétrés sur les deux petites liégeoises Stacy et Nathalie ont à nouveau mis en évidence l'horreur extrême.

Qui sont les délinquants sexuels ?

Le portrait-type de l'abuseur n'existe pas. Selon les études du psychanalyste français André Ciavaldini, spécialiste du sujet, les agresseurs sexuels se rencontrent dans toutes les couches de la société. Ni la classe ni le milieu social ne sont déterminants.

Dans *Le Soir* du 17 juin 2006, le professeur Jean-Yves Hayez établit une typologie de la délinquance sexuelle pédophile. Même si la présente proposition de loi vise les délinquants sexuels, quel que soit l'âge de leur victime, cette typologie est très instructive.

« Il y a d'abord les personnes immatures, dont l'affectivité n'a jamais grandi. Éternels Peter Pan, hélas devenus « vicieux sur les bords », ils ne sont pas désireux d'entretenir des relations sentimentales et sexuelles avec des gens de leur âge.

Ensuite il y a des personnes mal dans leur peau, incapable de s'imaginer qu'elles ont une valeur en tant qu'adultes, et qui se consolent sur des enfants.

Ces deux catégories qui forment environ une bonne moitié des pédophiles, sont les plus en mesure d'évoluer positivement.

Troisième catégorie, les pervers qui mettent au centre de leur projet de vie le désir de jouir : via des sensations sexuelles et aussi en salissant, en détruisant. Le pervers traite l'enfant comme s'il prenait une poupée sexuelle : son être et sa souffrance ne l'intéressent pas.

Enfin, il y a les psychopathes, qui se sentent au-dessus des lois, comme les pervers. Ils veulent soumettre l'autre, moralement ou sexuellement. Et si ce sont des enfants qu'ils violent ou tuent parmi mille autres actes antisociaux, tant pis pour eux !

Pour ces deux dernières catégories, les pronostics d'évolution sont peu favorables, car leur projet de vie

(1) Chiffres cités dans *Le Soir* du vendredi 30 juin 2006 par le Dr Depauw, psychiatre qui mène depuis 1996 un programme de thérapie des délinquants sexuels à la prison de Jamioulx et à l'hôpital psychiatrique V. Van Gogh.

Het aantal aangegeven verkrachtingen is evenwel slechts het topje van de ijsberg. Specialisten (1) zijn het erover eens dat de slachtoffers van seksueel geweld talrijk zijn : 25 % van de volwassen vrouwen en 15 % van de mannen hebben, terwijl ze opgroeiden, ten minste een seksuele aanranding ondergaan, van ongewenst gedrag of exhibitionisme tot verkrachting.

De weerzinwekkende daden die werden gepleegd op de Luikse meisjes Stacy en Nathalie hebben ons nogmaals met de neus op de gruwelijke feiten gedrukt.

Wie zijn de seksuele delinquenten ?

Er bestaat geen robotfoto van de seksuele delinquent. Volgens de onderzoeken van de Franse psychoanalist André Ciavaldini, een specialist terzake, vinden we seksuele delinquenten in alle geledingen van de samenleving. Sociale klasse noch sociaal milieu zijn bepalend.

In *Le Soir* van 17 juni 2006 maakt hoogleraar Jean-Yves Hayez een typologie van de seksuele, pedofiele delinquentie. Hoewel onderhavig wetsvoorstel over de seksuele delinquenten gaat, ongeacht de leeftijd van hun slachtoffer, is die typologie toch heel leerrijk.

« Il y a d'abord les personnes immatures, dont l'affectivité n'a jamais grandi. Éternels Peter Pan, hélas devenus « vicieux sur les bords », ils ne sont pas désireux d'entretenir des relations sentimentales et sexuelles avec des gens de leur âge.

Ensuite il y a des personnes mal dans leur peau, incapable de s'imaginer qu'elles ont une valeur en tant qu'adultes, et qui se consolent sur des enfants.

Ces deux catégories qui forment environ une bonne moitié des pédophiles, sont les plus en mesure d'évoluer positivement.

Troisième catégorie, les pervers qui mettent au centre de leur projet de vie le désir de jouir : via des sensations sexuelles et aussi en salissant, en détruisant. Le pervers traite l'enfant comme s'il prenait une poupée sexuelle : son être et sa souffrance ne l'intéressent pas.

Enfin, il y a les psychopathes, qui se sentent au-dessus des lois, comme les pervers. Ils veulent soumettre l'autre, moralement ou sexuellement. Et si ce sont des enfants qu'ils violent ou tuent parmi mille autres actes antisociaux, tant pis pour eux !

Pour ces deux dernières catégories, les pronostics d'évolution sont peu favorables, car leur projet de vie

(1) Cijfers vermeld in *Le Soir* van vrijdag 30 juni 2006 door dr. Depauw, een psychiater die sinds 1996 aan het hoofd staat van een therapieprogramma voor seksuele delinquenten in de gevangenis van Jamioulx en in het psychiatrisch ziekenhuis V. Van Gogh.

est centré sur des « antivaleurs » : la toute-puissance et la négation de l'autre. »

Dans la suite de cette interview, le professeur Hayez explique qu'il est important de poser un bon diagnostic afin de déterminer à qui l'on a affaire afin, par la suite, de prendre les mesures qui s'imposent pour éviter la récidive.

Ainsi, constatant que la majorité des pervers et psychopathes sortent de prison dans la même situation d'esprit que lors de leur entrée, il préconise, afin de se protéger de cette dangerosité rémanente, d'appliquer les peines lourdes prévues par la loi, sans libération anticipée. Par ailleurs, il constate que les prisons devraient être dotées de possibilités psychothérapeutiques qualifiées. L'exemple qu'il prend est évidemment le Canada. À la sortie de prison, il prône une surveillance renforcée comprenant, pourquoi pas, le bracelet électronique si l'on démontre qu'il peut être efficace. Mais, il est surtout important de proposer inlassablement des soins (psychothérapies, médicaments).

Dispositions pénales relatives aux infractions sexuelles

Les infractions de nature sexuelle sont visées aux articles 372 et suivants du Code pénal.

La présente proposition de loi s'applique aux auteurs des infractions sexuelles visées aux articles 372 à 378*bis* du Code pénal et ceux visés aux articles 379 à 389 du même code, si ces dernières infractions ont été commises sur des mineurs ou avec leur participation.

Les articles 372 à 378*bis* visent l'attentat à la pudeur et le viol.

Le Code pénal méconnaît les termes « inceste » ou « pédophilie ». Il opère deux distinctions :

— s'il n'y a pas eu pénétration sexuelle, on retient la qualification *d'attentat à la pudeur* (attouchements d'ordre sexuel, exhibitionnisme, ...): article 372 du Code pénal, attentats commis sans violence; article 373 du Code pénal, attentats commis avec violences ou menaces;

— s'il y a eu pénétration sexuelle, on retient la qualification de *viol*. La loi ajoute que la pénétration sexuelle peut être de n'importe quelle nature. Il peut donc s'agir de pénétrations anales ou vaginales ou de fellations, et la pénétration peut avoir été effectuée par quelque moyen que ce soit : sexe, doigt, objet.

est centré sur des « antivaleurs » : la toute-puissance et la négation de l'autre. »

In het vervolg van dat interview legt professor Hayez uit dat het belangrijk is een goede diagnose te stellen om te bepalen met wie men te maken heeft, om vervolgens de maatregelen te treffen die nodig zijn om recidive te voorkomen.

Hij stelt vast dat de meerderheid van de geperverteerden en de psychopaten de gevangenis verlaten in dezelfde geestelijke toestand als bij hun aankomst. Om zich tegen dat blijvend gevaar te beschermen, pleit hij er derhalve voor de zware straffen waarin de wet voorziet uit te voeren, zonder vervroegde invrijheidstelling. Tevens stelt hij vast dat de gevangenis betere psychotherapeutische mogelijkheden moeten krijgen. Hij haalt natuurlijk het voorbeeld van Canada aan. Hij is gewonnen voor scherper toezicht bij het verlaten van de gevangenis, met, waarom niet, gebruik van de elektronische enkelband wanneer men bewijst dat hij efficiënt kan zijn. Het is vooral belangrijk steeds opnieuw in een zorgaanbod te voorzien (psychotherapie, geneesmiddelen).

Strafrechtelijke bepalingen in verband met de seksuele misdrijven

De misdrijven van seksuele aard worden behandeld in de artikelen 372 en volgende van het Strafwetboek.

Dit wetsvoorstel is van toepassing op de daders van de seksuele misdrijven bedoeld in de artikelen 372 tot 378*bis* van het Strafwetboek en op de daders van de misdrijven bedoeld in de artikelen 379 tot 389 van hetzelfde wetboek, wanneer die laatste misdrijven gepleegd werden op minderjarigen of met hun deelneming.

De artikelen 372 tot 378*bis* betreffen de aanranding van de eerbaarheid en verkrachting.

Het Strafwetboek kent de termen *incest* of *pedofilie* niet. Het onderscheidt twee zaken :

— indien er geen seksuele penetratie heeft plaatsgevonden, wordt het misdrijf gekwalificeerd als *aanranding van de eerbaarheid* (aanrakingen van seksuele aard, exhibitionisme ...): artikel 372 van het Strafwetboek, aanrandingen gepleegd zonder geweld; artikel 373 van het Strafwetboek, aanrandingen gepleegd met geweld of bedreiging;

— indien seksuele penetratie heeft plaatsgevonden, wordt het misdrijf gekwalificeerd als verkrachting. De wet voegt eraan toe dat de seksuele penetratie van welke aard ook kan zijn. Het kan dus gaan om anale of vaginale penetratie of om fellatio, en de penetratie kan met welk middel ook plaatsvinden: penis, vinger, voorwerp.

Les articles 379 à 389 visent la corruption de la jeunesse, la prostitution et certains outrages publics aux bonnes mœurs. La présente proposition vise les infractions qui ont été commises sur des mineurs ou avec leur participation, soit :

— la facilitation, la participation, la provocation ou l'exploitation de la débauche, de la corruption ou de la prostitution d'un mineur;

— la publicité pour une offre de services à caractère sexuel lorsqu'elle s'adresse à des mineurs;

— la vente, l'exposition ou la distribution de chansons ou écrits contraires aux bonnes mœurs lorsqu'ils concernent des mineurs;

— la vente, exposition, location, etc., d'objets, films, photos ou autres supports visuels qui représentent des positions ou actes sexuels à caractère pornographique, impliquant ou représentant des mineurs;

— l'outrage aux mœurs par des actions qui blessent la pudeur.

Parcours du délinquant sexuel confronté à la justice

Situation actuelle

L'analyse de la situation actuelle nous permet de dégager l'idée que durant le parcours de l'individu confronté à la justice, cinq moments particuliers se succèdent :

1. La révélation : lorsqu'elle a lieu dans le cadre judiciaire, elle débouche immédiatement sur la période de l'intervalle entre la révélation et le jugement.

2. L'intervalle révélation/jugement : cet intervalle peut être très long (de quelques mois à plusieurs années) :

— la détention préventive : aucun traitement n'est actuellement prévu;

— les mesures alternatives à la détention préventive : une prise en charge thérapeutique peut être prévue dans les conditions imposées par le juge pour une période de trois mois parfois renouvelable.

3. Le jugement.

4. La première période d'après jugement : période pendant laquelle il y a des contraintes :

4.1. *l'incarcération* (exécution de la peine ferme) : aucun traitement spécifique n'est réellement dispensé. Les conditions de détention en prison des délinquants

De artikelen 379 tot 389 gaan over bederf van de jeugd en prostitutie en bepaalde gevallen van openbare zedenschennis. Dit voorstel beoogt de misdrijven gepleegd op minderjarigen of met hun deelneming, namelijk :

— ontucht, bederf of prostitutie van een minderjarige vergemakkelijken, eraan deelnemen, ertoe aanzetten of exploiteren;

— reclame voor een aanbod van diensten van seksuele aard indien die reclame specifiek gericht is op minderjarigen;

— verkoop, tentoonstelling of verspreiding van liederen of geschriften die strijdig zijn met de goede zeden als zij minderjarigen betreffen;

— verkoop, tentoonstelling, verhuur, ... van voorwerpen, films, foto's of andere beeldragers die houdingen of seksuele handelingen met pornografisch karakter voorstellen waarbij minderjarigen betrokken zijn of worden voorgesteld;

— zedenschennis door handelingen die de eerbaarheid kwetsen.

Traject van de seksuele delinquent die met het gerecht wordt geconfronteerd

Huidige toestand

Wanneer we de huidige toestand analyseren, kunnen we vaststellen dat op het traject van het individu bij zijn confrontatie met het gerecht vijf belangrijke momenten elkaar opvolgen :

1. De onthulling : wanneer ze in een gerechtelijke context gebeurt, gaat ze onmiddellijk over in de periode tussen de onthulling en het vonnis.

2. De periode tussen de onthulling en het vonnis : die periode kan zeer lang zijn (enkele maanden tot verscheidene jaren) :

— de voorlopige hechtenis : momenteel is er geen enkele behandeling;

— alternatieve maatregelen voor voorlopige hechtenis : er kan worden gezorgd voor therapeutische opvang onder de voorwaarden die de rechter oplegt voor een periode van drie maanden die soms hernieuwbaar is.

3. Het vonnis.

4. Eerste periode na het vonnis : periode waarin er dwangmaatregelen zijn :

4.1. *Gevangenisstraf* (uitvoering van de effectieve straf) : in werkelijkheid wordt geen enkele specifieke behandeling verstrekt. De omstandigheden waarin sek-

sexuels sont plus difficiles que pour d'autres détenus : cellule de neuf mètres sur cinq mètres, douze à dix-sept lits dans une même cellule, une seule toilette ouverte, un seul évier. Ces détenus ne sortent jamais au préau en raison du regard des autres;

4.2. la *libération* qui, dans la plupart des cas, est conditionnelle :

La loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964 prévoit, en son article 4, § 5, alinéa 3, que la libération conditionnelle d'un condamné pour une infraction d'attentat à la pudeur ou de viol (articles 372 à 378 du Code pénal) doit être « *subordonnée à la condition de suivre une guidance ou un traitement, dont la décision de libération détermine les modalités et la durée* ».

Le suivi est imposé selon les règles suivantes (article 8 de la loi sur la libération conditionnelle) :

— le délai d'épreuve est égal à la durée de la peine privative que le condamné devait encore subir au jour où la décision de libération conditionnelle est devenue exécutoire. Toutefois, ce délai ne peut être inférieur à deux ans;

— si le total des peines excède cinq ans ou en cas de condamnation à une peine criminelle à temps, le délai est d'au moins cinq ans et de maximum dix ans;

— le délai d'épreuve est de dix ans en cas de condamnation à une peine privative de liberté à perpétuité.

Dans les faits, on constate trop souvent que des abuseurs sexuels préfèrent purger l'entièreté de leur peine afin d'éviter un suivi thérapeutique à leur sortie de prison (1). Prenons l'exemple d'un condamné à neuf ans de prison, la libération conditionnelle peut lui être accordée au bout de six ans. Le détenu choisit de continuer sa peine plutôt que de devoir se soumettre à un suivi après sa sortie de prison (neuf ans de prison plutôt que six ans et cinq ans de suivi).

(1) C'est ce que nous expliquent Mmes I. Carton et L. Defrasnes, psychologues au service Psycho-social de la prison de Jamioulx dans « Le travail de prise en charge des délinquants sexuels par l'équipe du service Psycho-social de la prison de Jamioulx », dans le dossier « Magistrats, thérapeute, acteurs de la prise en charge globale de délinquants sexuels » paru dans *L'Observatoire*, n° 36, sept.-oct.-nov. 2002.

suele delinquenten in de gevangenis worden opgesloten zijn moeilijker dan voor andere gedetineerden : cel van negen meter op vijf meter, twaalf tot zeventien bedden in eenzelfde cel, een enkel open toilet, een enkele wastafel. Die gevangenen komen nooit op de binnenplaats om het contact met de anderen te vermijden;

4.2. de *invrijheidstelling* die in de meeste gevallen voorwaardelijk is :

De wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964, bepaalt in artikel 4, § 5, derde lid, dat aan de voorwaardelijke invrijheidstelling van de veroordeelde die een straf ondergaat voor aanranding van de eerbaarheid of verkrachting (artikelen 372 tot 378 van het Strafwetboek) de voorwaarde moet worden verbonden van het « *volgen van een begeleiding of een behandeling, waarvan de praktische uitvoering en de duur worden bepaald in de beslissing tot invrijheidstelling* ».

De follow-up wordt overeenkomstig de volgende regels opgelegd (artikel 8 van de wet betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling) :

— de proeftijd is gelijk aan de duur van de vrijheidsstraf die de veroordeelde nog moest ondergaan op de dag dat de beslissing betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling uitvoerbaar is geworden. Die proeftijd kan evenwel niet korter zijn dan twee jaar;

— de proeftijd is ten minste vijf jaar en maximaal tien jaar in geval van veroordeling tot een tijdelijke criminele straf of tot één of meer correctionele straffen die samen vijf jaar hoofdgevangenisstraf te boven gaan;

— de proeftijd bedraagt tien jaar in geval van veroordeling tot een levenslange vrijheidsstraf.

Men stelt dikwijls vast dat seksuele delinquenten in de praktijk verkiezen hun straf volledig uit te zitten, om een therapie na hun vrijlating te ontlopen (1). Nemen we het voorbeeld van iemand die veroordeeld is tot negen jaar gevangenisstraf : na zes jaar kan hij de voorwaardelijke invrijheidstelling verkrijgen. De gedetineerde verkiest zijn straf uit te zitten, in plaats van zich te moeten onderwerpen aan een *follow-up* na het verlaten van de gevangenis (negen jaar gevangenisstraf in plaats van zes jaar en vijf jaar *follow-up*).

(1) Dat wordt ons uitgelegd door de dames I. Carton en L. Defrasnes, psychologen van de Psychosociale Dienst van de gevangenis van Jamioulx in « Le travail de prise en charge des délinquants sexuels par l'équipe du service Psycho-social de la prison de Jamioulx », in het dossier « Magistrats, thérapeute, acteurs de la prise en charge globale de délinquants sexuels » verschenen in *L'Observatoire*, nr. 36, sept.-okt.-nov. 2002.

L'article 3, § 3, 4^o, de cette même loi impose que la proposition de libération conditionnelle d'un condamné qui subit «une peine pour des faits visés aux articles 372 à 378 du Code pénal ou pour des faits visés aux articles 379 à 386ter du même code lorsque ceux-ci ont été commis sur des mineurs ou ont impliqué leur participation» comprenne «l'avis motivé d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement de délinquants sexuels».

4.3. Dans le cadre d'une suspension probatoire ou d'un sursis probatoire

La loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation prévoit en son article 9bis qu'avant d'ordonner une mesure probatoire à des personnes inculpées ou condamnées pour un fait visé aux articles 372 à 377 du Code pénal ou pour un fait visés aux articles 379 à 387 du même code lorsque ceux-ci ont été commis sur des mineurs ou avec leur participation, les juridictions compétentes doivent prendre un avis motivé d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels.

Si la mesure de probation consiste dans le suivi d'une guidance ou d'un traitement, la commission de probation invite l'intéressé à choisir une équipe de santé spécialisée (ESS) qui transmettra à la commission de probation au moins tous les six mois un rapport de suivi sur la guidance ou le traitement.

5. La seconde période d'après jugement: période pendant laquelle il n'y aurait plus de contrainte:

Il s'agit d'auteurs d'infractions à caractère sexuel (AICS) qui ont été jugés responsables de leurs actes. Il faut savoir que la population des AICS traduits en justice (étant donné leur responsabilité) n'est pas une population homogène sur le plan de la structure de personnalité, pas plus d'ailleurs que pour l'ensemble des variables bio-psycho-sociologiques. Ceci nous amène à postuler que, si pour certains types de structures de personnalité il est raisonnable d'espérer un changement à terme, il est déraisonnable de l'espérer pour d'autres. Dans ces situations, alors que nous sommes face à des individus qualifiés de responsables (pour qui, une fois la peine purgée, la société ne peut plus imposer un quelconque encadrement), des thérapeutes s'interrogent sur l'adéquation de l'interruption abrupte (du jour au lendemain), de tout accompagnement.

Au vu de ce qui précède, il apparaît clairement qu'aucune réelle prise en charge thérapeutique n'est prodiguée en prison.

Artikel 3, § 3, 4^o, van diezelfde wet bepaalt dat het voorstel inzake voorwaardelijke invrijheidstelling van een veroordeelde die «een straf ondergaat voor feiten bedoeld in de artikelen 372 tot 378 van het Strafwetboek, of voor feiten bedoeld in de artikelen 379 tot 386ter van hetzelfde Wetboek indien ze gepleegd werden op minderjarigen of met hun deelneming, het gemotiveerd advies» omvat «van een dienst, die in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten is gespecialiseerd».

4.3. In het raam van probatie-opschorting of probatie-uitstel

Artikel 9bis van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie bepaalt dat de bevoegde gerechten, alvorens ze een probatiemaatregel opleggen aan personen die in verdenking gesteld of veroordeeld zijn wegens een van de feiten bedoeld in de artikelen 372 tot 377 van het Strafwetboek of wegens een van de feiten bedoeld in de artikelen 379 tot 387 van hetzelfde wetboek indien ze gepleegd werden op minderjarigen of met hun deelneming, een met redenen omkleed advies moeten inwinnen van een dienst die in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten gespecialiseerd is.

Indien de probatiemaatregel bestaat in het volgen van een begeleiding of een behandeling, nodigt de probatiecommissie de betrokkene uit een gespecialiseerd gezondheidsteam te kiezen, dat minstens om de zes maanden een voortgangsrapport over de begeleiding of de behandeling aan de probatiecommissie zal verzenden.

5. De tweede periode na het vonnis: periode waarin er geen sprake meer is van dwang:

Het gaat om plegers van misdrijven van seksuele aard die toerekeningsvatbaar werden bevonden. Men dient te weten dat de populatie van de seksuele delinquenten die (gelet op hun toerekeningsvatbaarheid) voor het gerecht worden gebracht, vanuit het oogpunt van de persoonlijkheidsstructuur, geen homogene populatie is, net zo min als voor het geheel van de bio-psycho-sociologische variabelen. We kunnen dus stellen dat men voor bepaalde persoonlijkheidsstructuren op termijn een verandering mag verhoppen, terwijl men dat redelijkerwijze voor andere niet mag. In dergelijke situaties, waarin we te maken hebben met individuen die toerekeningsvatbaar zijn verklaard (die de samenleving, eens de straf is uitgezeten, geen enkele begeleiding meer kan opleggen), stellen therapeuten zich de vraag of het wenselijk is de begeleiding abrupt (van de ene dag op de andere) af te breken.

In het licht van wat voorafgaat blijkt duidelijk dat er in de gevangenis geen enkele echte therapeutisch opvang geboden wordt.

Accords de coopération

Comme nous venons de le signaler, la loi du 5 mars 1998 sur la libération conditionnelle et celle du 29 juin 1964 sur la suspension, le sursis et la probation prévoient une obligation de traitement pour tous les délinquants sexuels.

La question qui se pose est de savoir quel type de coopération il faut envisager entre les thérapeutes et les magistrats.

Les deux catégories professionnelles ne partagent pas toujours les mêmes objectifs ni la même conception de l'éthique. Comme le disait le procureur du Roi de Charleroi, Thierry Marchandise, « *d'un côté, la justice a tendance à simplifier les choses. De l'autre, les psychologues renvoient à la complexité des êtres* ».

Malgré cette incompatibilité, il fallait établir un dialogue entre la justice et les thérapeutes.

C'est ainsi qu'en 1998 des accords de coopération définissant ce que doit être la prise en charge des auteurs d'infractions à caractère sexuel ont été signés entre les autorités fédérales et les régions (*Moniteur belge* du 11 septembre 1999 pour la Région wallonne et la Région flamande et *Moniteur belge* du 12 mars 2000 pour la Région de Bruxelles-Capitale).

En pratique, avant 1998, lorsqu'ils bénéficiaient d'une libération conditionnelle ou d'un sursis probatoire lors du prononcé de la peine, les délinquants sexuels étaient envoyés par les magistrats chez un psychiatre de leur choix et il n'y avait pas de contrôle. Les traitements n'étaient pas toujours d'une grande efficacité.

Depuis les accords de coopération, il y a eu des changements. Les équipes de santé spécialisées (ESS) assurent des traitements et rendent des avis pour les tribunaux quant à l'adéquation d'un traitement, lorsqu'un sursis probatoire est envisagé par le juge. Ces ESS rendent aussi des avis pour les commissions de libération conditionnelle par exemple.

L'article 9 des accords de coopération prévoit spécifiquement les exigences du contenu du rapport que doit transmettre l'équipe de santé spécialisée (qui a le délinquant en traitement) aux autorités quant à la teneur du suivi (fréquentation, situations de risque grave de récidive, etc.).

Avant chaque traitement, une convention est signée entre le patient, l'assistant de justice et le thérapeute. Ce contrat permet, par exemple, au thérapeute d'informer la justice en cas d'absence du patient aux séances ou en cas de cessation de la thérapie par l'intéressé.

Samenwerkingsakkoorden

We hebben er hierboven op gewezen dat de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie in een verplichte behandeling voorzien voor alle seksuele delinquenten.

De vraag rijst dan welk soort samenwerking mogelijk is tussen therapeuten en magistraten.

Beide beroepsgroepen hebben niet altijd dezelfde doelstellingen noch dezelfde opvattingen over ethiek. Procureur des Konings in Charleroi, Thierry Marchandise, formuleert het zo: « *d'un côté, la justice a tendance à simplifier les choses. De l'autre, les psychologues renvoient à la complexité des êtres* ».

Ondanks die incompatibiliteit moest men tot een dialoog tussen gerecht en therapeuten komen.

Daarom werden in 1998 door de federale overheid en de gewesten samenwerkingsakkoorden ondertekend die vastleggen waaruit die opvang van plegers van misdrijven van seksuele aard moet bestaan (*Belgisch Staatsblad* van 11 september 1999 voor het Waals Gewest en het Vlaams Gewest en *Belgisch Staatsblad* van 12 maart 2000 voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest).

Vóór 1998 stuurden de magistraten de seksuele delinquenten, die voorwaardelijk in vrijheid werden gesteld of probatie-uitstel genoten, in de praktijk naar een psychiater van hun keuze en was er geen controle. De behandelingen waren niet altijd erg efficiënt.

Sinds de samenwerkingsakkoorden is er een en ander veranderd. De gespecialiseerde gezondheidsteams zorgen voor behandelingen en geven adviezen aan de rechtbanken over de geschiktheid van een behandeling, wanneer de rechter probatie-uitstel overweegt. Die gespecialiseerde gezondheidsteams geven ook advies voor bijvoorbeeld de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling.

Artikel 9 van de samenwerkingsakkoorden bepaalt specifiek de eisen waaraan het rapport dat het gespecialiseerd gezondheidsteam (dat de delinquent in behandeling heeft) aan de overheid moet verzenden, inhoudelijk moet voldoen, in verband met de aard van de *follow-up* (frequentie, situaties met ernstig risico op recidive, enz.).

Vóór elke behandeling wordt een overeenkomst ondertekend tussen patiënt, justitie-assistent en therapeut. Die overeenkomst maakt het de therapeut bijvoorbeeld mogelijk het gerecht te informeren wanneer de patiënt afwezig is op de sessies of wanneer de betrokkene de therapie afbreekt.

En Flandre et en Wallonie, les instances judiciaires sont en contact direct avec les équipes thérapeutiques qui réalisent les traitements et les évaluations. Les centres d'appui (UPPL à Tournai et l'UFC à Anvers) sont des centres qui assurent un appui aux équipes pluridisciplinaires spécialisées dans la guidance et/ou le traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel. En Wallonie, des équipes de santé spécialisées prennent en charge des délinquants sexuels. En Wallonie, les services de santé mentale dépendent de la Région wallonne.

À Bruxelles, le CABS, centre d'appui bruxellois, jouait le rôle d'interface entre l'aspect justice et la santé, ce qui protégeait le thérapeute. Ce centre a été fermé par le ministre Verwilghen en 2001 et ses compétences ont été transférées à l'UPPL à Tournai pour les cas francophones et à Anvers pour les cas néerlandophones.

Conclusion : quels problèmes, quelles solutions ?

Comme nous venons de le décrire, en Belgique, un système de traitement et de guidance extra-pénitentiaire est aujourd'hui prévu. Que ce soit dans le cadre des mesures alternatives à la détention préventive, la libération conditionnelle, la libération à l'essai (internés), voire la « mise à disposition du gouvernement », un système d'avis et de guidance ou traitement spécialisé est organisé.

Pendant la détention, des équipes psychosociales mènent l'enquête sur la personnalité du détenu et donnent un avis sur une éventuelle libération conditionnelle. Pour la libération conditionnelle, le détenu doit signer son engagement à subir un traitement qui se fera obligatoirement auprès d'une ESS. Il existe une liste des ESS (environ quinze) qui est jointe aux accords de coopération en Belgique. Ces dernières organisent le suivi thérapeutique des délinquants.

Il est toutefois important de souligner que la libération conditionnelle est une faveur et pas un droit. Vu la tendance à garder longtemps les délinquants sexuels en prison, un nombre non négligeable de délinquants semblent préférer aller « à fond de peine », évitant ainsi de devoir supporter un suivi pendant le minimum de deux ans prescrit par la loi. Ces personnes sortiront de prison sans avoir fait l'objet du moindre traitement.

Dans l'état actuel des choses, l'individu est placé en prison et aucun suivi thérapeutique n'est prévu. Rien n'est donc proposé pour éviter l'état « d'hibernation

De gerechtelijke instanties staan in Vlaanderen en in Wallonië rechtstreeks in contact met de therapeutische teams die de behandelingen verstrekken en de evaluaties opstellen. De steuncentra (de UPPL in Doornik en het UFC in Antwerpen) zijn centra die de gespecialiseerde multidisciplinaire teams ondersteunen in de begeleiding en/of de behandeling van plegers van misdrijven van seksuele aard. In Wallonië vangen gespecialiseerde gezondheidsteams de seksuele delinquenten op. In Wallonië ressorteren de diensten voor geestelijke gezondheid onder het Waalse Gewest.

In Brussel speelde het Brussels Steuncentrum CABS de rol van interface tussen het justitieel aspect en de gezondheid, wat de therapeut beschermd. Dat centrum werd door minister Verwilghen in 2001 gesloten en de bevoegdheden ervan werden overgedragen aan de UPPL in Doornik voor de Franstalige gevallen en aan het centrum in Antwerpen voor de Nederlandstalige gevallen.

Conclusie : wat zijn de problemen, wat zijn de oplossingen ?

Zoals we het hierboven hebben beschreven, is er nu voorzien in een systeem van behandeling en begeleiding buiten de gevangenis. Er wordt een systeem van adviezen en begeleiding of gespecialiseerde behandeling georganiseerd zowel in het raam van de alternatieve maatregelen voor de voorlopige hechtenis als in het raam van de voorwaardelijke invrijheidstelling, de invrijheidstelling op proef (geïnterneerden), of zelfs de « terbeschikkingstelling van de regering ».

Tijdens de gevangenisstraf voeren de psychosociale teams het onderzoek naar de persoonlijkheid van de gevangene en geven een advies over een eventuele voorwaardelijke invrijheidstelling. Voor de voorwaardelijke invrijheidstelling moet de gevangene zich ertoe verbinden een behandeling te volgen in een Gespecialiseerd Gezondheidsteam. Er bestaat een lijst van Gespecialiseerde Gezondheidsteams (ongeveer vijftien) die als bijlage gaat bij de Belgische samenwerkingsakkoorden. Die akkoorden organiseren de therapeutische follow-up van de delinquenten.

Het is echter van belang te onderstrepen dat de voorwaardelijke invrijheidstelling een gunst is en geen recht. Gezien de trend om seksuele delinquenten lang in de gevangenis te houden, zitten een niet te verwaarlozen aantal delinquenten kennelijk liever hun straf volledig uit, waardoor ze geen *follow-up* hoeven te ondergaan gedurende minimum twee jaar, zoals de wet voorschrijft. Die mensen zullen de gevangenis verlaten zonder enige behandeling.

In de huidige stand van zaken wordt de betrokkene in de gevangenis opgesloten en wordt er voor geen enkele therapeutische follow-up gezorgd. Er is dus

psychologique» de celui-ci. Bien plus grave, cet individu risque dans sa léthargie, de connaître une aggravation de son état psychologique qui peut avoir des conséquences graves à sa sortie de prison (récidive).

Cependant, le temps carcéral pourrait être mis à profit pour amorcer le traitement.

À travers la littérature internationale disponible, l'intérêt de la prise en charge à visée de traitement et/ou de guidance, n'est plus à démontrer. Tout le monde s'accorde à penser qu'une peine de prison, si longue soit-elle, n'est pas suffisante pour dissuader les pédophiles de récidiver.

Tribunal d'application des peines

Début 2006, le Parlement a adopté la loi relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine. Cette loi du 17 mai 2006, dite loi sur le statut juridique externe des détenus, donne enfin une assise légale aux différentes modalités d'exécution des peines privatives de liberté. Une partie de cette loi est entrée en vigueur dans le courant de l'année 2007.

Sur base de cette loi, il revient au juge d'application des peines — pour les peines privatives de liberté inférieures ou égales à trois ans — et au tribunal d'application des peines — pour les peines supérieures à trois ans — d'accorder quasiment toutes les modalités d'exécution des peines. En effet, seuls la permission de sortie et le congé pénitentiaire restent encore de la compétence du pouvoir exécutif. L'idée sous-jacente est que le pouvoir judiciaire doit intervenir lorsque l'aménagement de la peine qui a été initialement prononcée entraîne une modification substantielle de sa nature.

Cette loi prévoit encore que, si le condamné subit une peine pour des faits de mœurs, que cette peine d'emprisonnement atteigne ou non trois ans, les demandes de détention limitée, de surveillance électronique, de libération conditionnelle ou une mise en liberté provisoire en vue de l'éloignement du territoire ou de la remise, doivent être introduites accompagnées d'un avis motivé des services spécialisés dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels. Cet avis contient une appréciation de la nécessité d'imposer un traitement.

Les faits de mœurs sont ceux visés aux articles 372 à 378 du Code pénal et ceux visés aux articles 379 à

geen aanbod om te voorkomen dat hij in een soort «psychologische winterslaap» belandt. Erger nog is dat die persoon in zijn lethargie geconfronteerd dreigt te worden met een verslechtering van zijn psychologische toestand, wat ernstige gevolgen kan hebben wanneer het individu uit de gevangenis komt (recidive).

De tijd in de gevangenis kan echter worden gebruikt om met de behandeling te starten.

Het belang van opvang met het oog op behandeling en/of begeleiding moet echter niet meer worden aangetoond. Dat blijkt overduidelijk uit de beschikbare internationale literatuur. Iedereen is het erover eens dat een gevangenisstraf, hoe lang ook, niet volstaat om de recidive bij pedofielen te voorkomen.

Strafuitvoeringsrechtbanken

Begin 2006 heeft het Parlement de wet aangenomen betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten. Die wet van 17 mei 2006, die ook de wet betreffende de externe rechtspositie van getineerden wordt genoemd, biedt eindelijk een rechtsgrond voor de verschillende strafuitvoeringsmodaliteiten bij vrijheidsstraffen. Een deel van die wet is in de loop van 2007 in werking getreden.

Op grond van die wet is het aan de strafuitvoeringsrechter — voor vrijheidsstraffen van minder dan of gelijk aan drie jaar — en aan de strafuitvoeringsrechtbank — voor straffen langer dan drie jaar — om nagenoeg alle strafuitvoeringsmodaliteiten toe te kennen. Alleen de uitgaansvergunning en het penitentiair verlof blijven immers tot de bevoegdheid van de uitvoerende macht behoren. Het achterliggende idee is dat de rechterlijke macht moet optreden wanneer de aanpassing van de oorspronkelijk uitgesproken straf een belangrijke wijziging van de aard ervan met zich brengt.

Deze wet bepaalt tevens dat wanneer de veroordeelde een straf ondergaat wegens zedenfeiten, ongeacht of die gevangenisstraf al dan niet drie jaar bedraagt, de verzoeken tot toekenning van beperkte detentie, elektronisch toezicht, voorwaardelijke invrijheidstelling of voorlopige invrijheidstelling met het oog op de verwijdering van het grondgebied of met het oog op overlevering, moeten worden ingediend samen met een gemotiveerd advies van een dienst die in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten gespecialiseerd is. Dat advies omvat een beoordeling van de noodzaak om een behandeling op te leggen.

De zedenfeiten zijn die welke worden bedoeld in de artikelen 372 tot 378 van het Strafwetboek en in de

387 du même code, si ces derniers ont été commis sur des mineurs ou avec leur participation.

Ce faisant, la loi sur le statut juridique externe des détenus reprend une exigence déjà prévue dans la loi de 1998 sur la libération conditionnelle qui reste en application tant que la loi sur le statut juridique externe des détenus n'entre pas en vigueur.

Là où les deux lois diffèrent, à part bien sur l'extension de l'exigence de cet avis à d'autres modalités d'application de la peine privative de liberté que la libération conditionnelle, c'est que la loi sur la libération conditionnelle impose une guidance ou un traitement dans un service spécialisé « si le condamné subit une peine pour les infractions visées aux articles 372 à 386ter du Code pénal » (article 4, § 5, alinéa 4) alors que la loi sur le statut juridique externe des détenus laisse toute latitude au juge d'application des peines qui « peut » assortir l'octroi de la modalité d'exécution de la peine de l'obligation de suivre une telle guidance ou un tel traitement (articles 42 et 56).

Le fait de ne plus limiter l'avis obligatoire aux seules libérations conditionnelles est certainement une bonne chose. La décision d'octroi de toute modalité d'exécution d'une peine encourue pour un fait de mœurs se fera nécessairement sur base d'un avis médical indiquant spécifiquement s'il est nécessaire ou non d'imposer un traitement. Il est à espérer que les centres spécialisés nécessaires pour établir de tels avis mais également et surtout pour réaliser ces traitement et guidance seront suffisants et en mesure de répondre à chaque pathologie spécifique. Si c'est le cas, il s'agira d'une collaboration Justice/Santé très constructive pour, d'une part, le condamné qui se verra soigner et guérir, ce qui lui permettra une meilleure réinsertion, et, d'autre part, la société qui n'aura plus à craindre un risque de récidive.

Par ailleurs, ne pas imposer d'office une guidance ou un traitement à tout condamné d'une infraction à caractère sexuel semble être souhaité par les services spécialisés dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels. En effet, cela évite d'être noyé par des patients qui ne sont pas aptes à être soignés, n'ont pas besoin d'être soignés, ne coopèrent pas aux soins, etc.

Malheureusement, tous les condamnés pour des faits de mœurs ne bénéficient pas de ces traitements et guidance.

artikelen 379 tot 387 van hetzelfde wetboek, indien ze gepleegd werden op minderjarigen of met hun deelneming.

Hierdoor neemt de wet betreffende de externe rechtspositie van gedetineerden een eis over die reeds was opgenomen in de wet van 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling, die toepasselijk blijft zolang de wet betreffende de externe rechtspositie van gedetineerden niet in werking treedt.

Beide wetten verschillen hierin, behalve inzake de uitbreiding van de vereiste van dat advies tot andere toepassingsmodaliteiten van de vrijheidsstraf dan de voorwaardelijke invrijheidstelling, dat de wet betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling begeleiding of behandeling in een gespecialiseerde dienst oplegt « indien de veroordeelde een straf ondergaat voor één van de strafbare feiten bedoeld in de artikelen 372 tot 386ter van het Strafwetboek (artikel 4, § 5, vierde lid) », terwijl de wet betreffende de externe rechtspositie van gedetineerden alle vrijheid laat aan de strafuitvoeringsrechter, die de toekenning van de strafuitvoeringsmodaliteit gepaard « kan » laten gaan met het verplicht volgen van een bepaalde begeleiding of behandeling (artikelen 42 en 56).

Het feit dat het verplichte advies niet meer beperkt blijft tot de voorwaardelijke invrijheidstelling is ongetwijfeld een goede zaak. De beslissing inzake de toekenning van een strafuitvoeringsmodaliteit voor een straf wegens zedenfeiten, moet geschieden op grond van een medisch advies waarin specifiek vermeld wordt of het al dan niet noodzakelijk is een behandeling op te leggen. Het valt te hopen dat de gespecialiseerde centra die nodig zijn om dergelijke adviezen te geven, maar ook en vooral om die behandelingen en begeleiding te geven, voldoende in aantal en in staat zullen zijn om op elke specifieke pathologie een antwoord te bieden. Indien dat het geval is, zal het om een heel constructieve samenwerking van Justitie en Volksgezondheid gaan, enerzijds voor de veroordeelde die verzorgd zal worden en zal genezen, wat zijn resocialisatie zal bevorderen, en anderzijds voor de samenleving, die geen risico op recidive meer hoeft te vrezen.

Overigens is het kennelijk de wens van de diensten die gespecialiseerd zijn in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten dat men die begeleiding of behandeling niet automatisch oplegt voor elke veroordeelde wegens een misdrijf van seksuele aard. Dat voorkomt immers dat men verdrinkt in de patiënten die niet geschikt zijn om te worden behandeld, die geen behandeling nodig hebben, die niet meewerken, enz.

Helaas genieten niet alle veroordeelden wegens zedenfeiten die behandeling en begeleiding.

En effet, cette exigence ne s'applique qu'aux modalités d'exécution des peines privatives de liberté. En d'autres termes, le traitement ou la guidance sont le passage obligé pour bénéficier d'une libération plus rapide.

Deux remarques s'imposent.

D'une part, ils ne s'appliquent que lorsque le condamné retrouve sa liberté. Ce traitement ou cette guidance fait partie des conditions indispensables à cette remise en liberté. Par ailleurs, il s'applique pendant cette mise à l'épreuve. Or, pour qu'un traitement ou une guidance soit bénéfique, le délai pendant lequel la libération conditionnelle est accordée peut être trop court comme plus long.

D'autre part, beaucoup de condamnés préfèrent accomplir leur peine de prison jusqu'au bout (aller « à fond de peine ») plutôt que de sortir plus rapidement collé d'une guidance ou d'un traitement une fois sorti.

Situation au Canada

Au Québec, l'Institut Pinel de Montréal a créé en 1979 une unité pour délinquants sexuels. Fin 1996, l'unité accueillait vingt-et-un « prisonniers-patients ». Quand ils arrivent, les pensionnaires sont soumis à une phallométrie (1) afin de définir leurs pulsions déviantes. Le principe consiste à dégoûter le détenu des pratiques pour lesquelles il a été condamné en associant à ses pulsions des sensations désagréables comme des chocs électriques ou des bouffées d'ammoniaque.

Pinel est un laboratoire d'observation et l'expérience est limitée puisque le centre dispose d'une vingtaine de lits et de cent à cent-cinquante places en externe.

L'expérience montre que environ 25 % des patients Pinel récidivent contre 49 % des agresseurs sexuels condamnés au Canada mais non soignés.

L'administration pénitentiaire canadienne a dû fermer l'unité car le coût par patient était trop élevé.

En revanche, le Canada est un exemple de mesure de la dangerosité. Il y existe, en vertu de la loi du 18 juin 1992, une série de programmes correctionnels.

(1) Dans un laboratoire équipé d'ordinateurs, le patient est confronté à des scénarios pornographiques, sous forme de diapositives ou de cassettes audio, impliquant des enfants, des femmes adultes, consentants ou non, avec ou sans actes de violence. Un anneau de caoutchouc autour du pénis mesure les érections du patient. Le technicien recueille la courbe qui permettra de classer le nouvel arrivant.

Die vereiste geldt immers alleen voor strafuitvoeringsmodaliteiten van vrijheidsstraffen. Behandeling of begeleiding zijn dus een verplichte fase om sneller te kunnen vrijkomen.

Hierbij moeten twee opmerkingen worden gemaakt.

Eenzijds worden ze slechts uitgevoerd wanneer de veroordeelde de vrijheid herwint. De behandeling of begeleiding maakt deel uit van de voorwaarden die vervuld moeten zijn om opnieuw in vrijheid te worden gesteld. Tevens wordt ze tijdens de probatie uitgevoerd. Opdat een behandeling of begeleiding efficiënt zou zijn, kan de termijn van voorwaardelijke invrijheidstelling zowel te kort als langer zijn.

Anderzijds verkiezen veel veroordeelden hun gevangenisstraf volledig uit te zitten, in plaats van sneller vrij te komen en een begeleiding of een behandeling te moeten aanvaarden zodra ze uit de gevangenis komen.

De toestand in Canada

In Québec heeft het Institut Pinel van Montreal in 1979 een afdeling voor seksuele delinquenten opgericht. Einde 1996 ving de afdeling eenentwintig « gevangenen-patiënten » op. Bij hun aankomst worden ze aan een fallometrie onderworpen, om hun afwijkende driften vast te leggen (1). Het principe is de gedetineerde afkerig te maken van de praktijken waarvoor hij veroordeeld werd, door zijn driften te koppelen aan onaangename ervaringen, zoals elektrische shocks of het inademen van ammoniak.

Pinel is een observatielaboratorium en het experiment blijft beperkt, aangezien het centrum een twintigtal bedden heeft en honderd tot honderdvijftig externe plaatsen.

Uit het experiment blijkt dat ongeveer 25 % van de Pinel-patiënten recidiveren, tegen 49 % van de in Canada veroordeelde seksuele agressors die niet worden verzorgd.

De Canadese gevangenisadministratie heeft de afdeling moeten sluiten omdat de kostprijs per patiënt te hoog was.

Canada is daarentegen een voorbeeld in het meten van het risico. Krachtens de wet van 18 juni 1992 bestaat er een reeks heropvoedingsprogramma's.

(1) In een laboratorium met computers wordt de patiënt geconfronteerd met pornografische scenario's, in de vorm van dia's of audiocassettes, met — al dan niet toestemmende — kinderen, volwassen vrouwen en met of zonder geweld. Een rubberen ring rond de penis meet de erecties van de patiënt. De technicus noteert de curve waardoor de nieuwkomer kan worden geklasseerd.

L'article 3 de la loi du 18 juin 1992 du Canada régissant le système correctionnel (SCC) stipule que le SCC « vise à contribuer au maintien d'une société juste, vivant en paix et en sécurité, d'une part, en assurant l'exécution des peines par des mesures de garde et de surveillance sécuritaires et humaines, et d'autre part, en aidant au moyen de programmes appropriés dans les pénitenciers ou dans la collectivité, à la réadaptation des délinquants et à leur réinsertion sociale à titre de citoyens respectueux des lois ».

Le système correctionnel du Canada a mis en place une offre variée de programmes.

Il existe une douzaine de grands programmes fédéraux, notamment pour les femmes, les victimes, les familles des délinquants ou en matière correctionnelle. Si l'on s'intéresse plus particulièrement à ces derniers, ils consistent en une intervention structurée qui agit sur les facteurs liés directement au comportement criminel du délinquant. Les programmes correctionnels se déclinent donc par « spécialité criminelle » et concernent : la prévention de la violence, la toxicomanie, les délinquants sexuels ou l'acquisition de compétences psychosociale, éducative ou professionnelle. Le processus d'élaboration et de mise en œuvre d'un programme est particulièrement précis et méthodique.

Il existe des programmes spécifiques pour les délinquants sexuels.

Le principal objectif de ces programmes est d'évaluer la personnalité des délinquants sexuels afin d'élaborer des stratégies susceptibles de réduire le risque de récidive.

Le condamné est ainsi soumis à une évaluation spécifiquement conçue pour les délinquants sexuels qui embrasse les points suivants :

- l'historique et le développement du comportement sexuel;
- les préférences sexuelles;
- les attitudes et les distorsions cognitives;
- les aptitudes sociales;
- les antécédents médicaux;
- la psychopathologie et les résultats des évaluations et des programmes antérieurs.

À l'issue de cette évaluation, un traitement du délinquant sexuel est entrepris dont le but est de réduire le risque de récidive au moyen d'une maîtrise de soi efficace. Il porte sur les distorsions cognitives, l'excitation et les fantasmes sexuels déviants, les compétences sociales, la gestion de la colère et des émotions.

Artikel 3 van de Canadese wet van 18 juni 1992 die het heropvoedingssysteem (SCC) regelt, bepaalt dat het SCC « vise à contribuer au maintien d'une société juste, vivant en paix et en sécurité, d'une part, en assurant l'exécution des peines par des mesures de garde et de surveillance sécuritaires et humaines, et d'autre part, en aidant au moyen de programmes appropriés dans les pénitenciers ou dans la collectivité, à la réadaptation des délinquants et à leur réinsertion sociale à titre de citoyens respectueux des lois ».

Het Canadees heropvoedingssysteem voorziet in een gevarieerd programma-aanbod.

Er bestaat een dozijn grote federale programma's, onder andere voor vrouwen, slachtoffers, gezinnen van delinquenten of op het gebied van de heropvoeding. Wanneer men die laatste nader bekijkt, merkt men dat ze neerkomen op een gestructureerd optreden dat inwerkt op de factoren die rechtstreeks met het misdadig gedrag van de delinquent te maken hebben. De heropvoedingsprogramma's zijn dus toegespitst op elke « misdaadspecialiteit » en behelzen : geweldpreventie, toxicomanie, seksuele delinquentie of het verwerven van psychosociale, opvoedkundige of professionele vaardigheden. Het proces van het samenstellen en uitvoeren van een programma verloopt zeer nauwkeurig en methodisch.

Er zijn specifieke programma's voor seksuele delinquenten.

De belangrijkste doelstelling van die programma's is de persoonlijkheid te bepalen van de seksuele delinquenten om strategieën te ontwikkelen die het risico op recidive kunnen verminderen.

Op die manier wordt de veroordeelde aan een evaluatie onderworpen die speciaal voor seksuele delinquenten is ontworpen en waarin volgende punten aan bod komen :

- de voorgeschiedenis en de ontwikkeling van het seksueel gedrag;
- seksuele voorkeur;
- cognitieve houdingen en vervormingen;
- sociale vaardigheden;
- medische antecedenten;
- psychopathologie en resultaten van de voorgaande evaluaties en programma's.

Na die evaluatie wordt de seksuele delinquent behandeld, met als doel het risico op recidive te verminderen door middel van een efficiëntere zelfbeheersing. De behandeling richt zich op de cognitieve stoornissen, de opwinding en de afwijkende seksuele fantasieën, de sociale vaardigheden, het beheersen van woede en emoties.

Ces traitements sont en général conçus selon une approche cognitivo-comportementale et mis en œuvre en groupe avec, le cas échéant, des interventions individuelles. Ils obligent le délinquant à assumer la responsabilité de ses actes, à reconnaître la progression du comportement avant et après les infractions sexuelles et à identifier les situations où il risque de récidiver. À cette fin, ils abordent les attitudes face à la sexualité et aux relations interpersonnelles, l'amélioration de l'empathie et la sensibilisation aux traumatismes des victimes, la gestion de la colère et des émotions, les techniques de réduction ou de maîtrise des pulsions sexuelles déviantes. Les délinquants ayant des besoins modérés ou élevés se trouvant généralement incarcérés, les programmes les concernant sont intensifs et de longue durée. Les délinquants ayant peu de besoins, ou qui présentent un risque de récidive moindre, suivent des programmes d'intensité faible et de courte durée dans des établissements à sécurité minimale, voire même au sein d'une collectivité locale.

Enfin, il convient de souligner que tous les condamnés qui ont participé à un programme pour délinquants sexuels ont l'occasion de participer à un programme de maintien des acquis et des gains thérapeutiques suivi dans les établissements et dans les collectivités locales.

Justification de la proposition de loi

Au regard des différentes mises au point ci-dessus, l'auteur de la proposition conclue que la garantie, en Belgique, qu'un délinquant sexuel ayant commis un acte irréparable soit soigné afin de ne plus être un danger pour la société, n'est pas suffisante.

Dès lors, elle propose d'élargir la palette des peines que le juge du fond peut prononcer lorsqu'il juge un délinquant qui a commis un crime ou un délit à caractère sexuel.

Il s'agit, d'une part, de pouvoir prononcer une injonction de soins dès que la décision de condamnation (première instance ou appel) est définitive. Cette injonction de soins débutera donc en prison.

Et d'autre part, de pouvoir prononcer, dès la remise en liberté du condamné, un placement sous surveillance électronique mobile.

La nécessité de recourir à une injonction de soins pour les auteurs d'infractions sexuelles fait aujourd'hui l'unanimité. Le Sénateur Jean-Marie Cheffert a d'ailleurs concrétisé cette idée dans une proposition de loi le 25 août 2005 (doc. Sénat, n° 3-1329/1, 2004/2005). Le Sénateur Brotchi, quant à lui, a déposé une

Die behandelingen zijn meestal geïnspireerd op een cognitief-gedragsmatige aanpak en worden in groep uitgevoerd, met, in voorkomend geval, individuele sessies. Ze verplichten de delinquent ertoe rekenschap te geven van zijn daden, de progressie in het gedrag te herkennen voor en na de seksuele misdrijven en de situaties te identificeren waarin hij dreigt te recidiveren. Hiertoe pakken ze zijn attitudes aan ten opzichte van seksualiteit en interpersoonlijke relaties, verbeteren ze zijn empathisch vermogen en maken ze hem bewust van de trauma's van de slachtoffers, zorgen ze voor de beheersing van zijn woede en emoties en leren ze hem zijn afwijkende seksuele driften onder controle te houden. De delinquenten met matige of hoge behoeften worden meestal opgesloten, hun programma's zijn intensief en duren lang. De delinquenten met weinig behoeften, of met een lager risico op recidive, volgen minder intensieve en korte programma's in minimaal beveiligde instellingen, of zelfs in een plaatselijke gemeenschap.

Ten slotte moet worden onderstreept dat alle veroordeelden die hebben deelgenomen aan een programma voor seksuele delinquenten de gelegenheid krijgen deel te nemen aan een programma voor het behoud van de therapeutische resultaten en vorderingen in instellingen en in plaatselijke gemeenschappen.

Verantwoording van het wetsvoorstel

In het licht van alle bovenstaande gegevens, besluit de indiener van het voorstel dat er in België onvoldoende waarborgen zijn dat een seksuele delinquent die een onherstelbare daad heeft gepleegd, zo verzorgd wordt dat hij geen gevaar meer vormt voor de samenleving.

Ze stelt daarom een uitbreiding voor van het straffenarsenaal waaruit de rechter kan putten wanneer hij een delinquent vonnist die een misdaad of een wanbedrijf van seksuele aard heeft gepleegd.

Eenzijds moet de rechter als straf een begeleiding of behandeling kunnen opleggen zodra de veroordelingsbeslissing (in eerste aanleg of in beroep) definitief is. Die begeleiding of behandeling zal dus in de gevangenis beginnen.

Anderzijds moet men kunnen beslissen dat de veroordeelde, zodra hij weer in vrijheid wordt gesteld, onder mobiel elektronisch toezicht wordt geplaatst.

Iedereen is het er vandaag over eens dat de rechter aan plegers van seksuele misdrijven een behandeling moet kunnen opleggen. Senator Jean-Marie Cheffert heeft dat idee overigens vorm gegeven in een wetsvoorstel van 25 augustus 2005 (stuk Senaat, nr. 3-1329/1, 2004/2005). Senator Brotchi van zijn kant

proposition de loi visant un traitement spécifique, la castration chimique, le 10 juillet 2006 (doc. Sénat, n° 3-1816/1, 2005/2006).

La présente proposition complète la réflexion déjà réalisée par ces deux sénateurs en proposant différentes pistes qui pourraient assurer une meilleure réinsertion sociale du délinquant sexuel et également participer à diminuer les risques de récidive, objectifs prioritaires du groupe MR dans la lutte contre la délinquance sexuelle.

*
* *

La proposition de loi instaure donc deux nouvelles peines qui pourront être prononcées par le juge du fond à l'encontre d'une personne condamnée pour avoir commis une infraction visée aux articles 372 à 378bis du Code pénal et aux articles 379 à 389 du même code lorsque celles-ci ont été commises sur des mineurs ou ont impliqué leur participation. Ces peines sont complémentaires à la peine principale encourue pour avoir commis l'infraction.

Sont donc visés l'attentat à la pudeur, le viol, que ces actes soient perpétrés sur un mineur ou un adulte, la corruption de la jeunesse mais également la prostitution et certains outrages publics aux bonnes mœurs lorsqu'ils se rapportent à des enfants.

Ces peines sont, d'une part, l'injonction de soins dès que la décision de condamnation est définitive et, d'autre part, le placement sous bracelet électronique mobile à la sortie de prison.

Il s'agit de nouvelles peines dont le champ d'application est strictement défini. Il est bien entendu que pour les infractions qui n'entrent pas dans le champ d'application de ces peines — comme, par exemple, les infractions visées aux articles 379 à 389 du Code pénal commises sur des majeurs —, si le condamné désire, de son plein gré, se faire soigner, tout doit être mis en place pour lui assurer une offre de soins.

Ces peines peuvent — mais ne doivent pas — être prononcées par le juge du fond. Il bénéficie de sa latitude d'appréciation.

Par ailleurs, rien n'empêche le juge du fond de prononcer une injonction de soins alors que le délinquant sexuel n'est pas condamné à une peine d'emprisonnement effectif (sursis). Le traitement ou la guidance débutera alors dès que la décision de condamnation sera définitive et le délinquant sexuel ne sera jamais en contact avec le milieu carcéral qui peut être plus nocif qu'autre chose.

heeft op 13 juli 2006 een wetsvoorstel ingediend met het oog op het invoeren van een specifieke behandeling, chemische castratie (stuk Senaat, nr. 3-1816/1, 2005/2006).

Dit voorstel is een aanvulling van het denkwerk dat die twee senatoren reeds hebben gedaan, door verscheidene mogelijkheden aan te reiken die voor een betere resocialisatie van de seksuele delinquent kunnen zorgen en tevens de risico's op recidive kunnen verminderen. Het zijn prioritaire doelstellingen van de MR-fractie in de strijd tegen seksuele delinquentie.

*
* *

Het wetsvoorstel stelt dus twee nieuwe straffen in die door de feitenrechter kunnen worden uitgesproken tegen een persoon die veroordeeld werd wegens het plegen van een misdrijf bedoeld in de artikelen 372 tot 378bis van het Strafwetboek en in de artikelen 379 tot 389 van hetzelfde wetboek, wanneer ze gepleegd werden op minderjarigen of met hun deelneming. Die straffen vormen een bijkomende straf bovenop de hoofdstraf wegens het plegen van het misdrijf.

Het gaat dus om aanranding van de eerbaarheid, verkrachting, ongeacht of die daden op een minderjarige of op een volwassene werden gepleegd, bederf van de jeugd, maar ook om prostitutie en bepaalde gevallen van openbare zedenschennis, wanneer daar kinderen bij betrokken zijn.

Die straffen zijn enerzijds de door de rechter opgelegde behandeling zodra de veroordelingsbeslissing definitief is en anderzijds het elektronisch toezicht door middel van een enkelband bij het verlaten van de gevangenis.

Het gaat om nieuwe straffen, waarvan het toepassingsgebied nauwkeurig wordt afgebakend. Indien iemand die veroordeeld werd wegens misdrijven die niet onder het toepassingsgebied van die straffen vallen — bijvoorbeeld misdrijven bedoeld in de artikelen 379 tot 389 van het Strafwetboek gepleegd op meerderjarigen — zich geheel vrijwillig wenst te laten behandelen, dan spreekt het vanzelf dat alles moet worden gedaan om hem de nodige zorg aan te bieden.

Die straffen kunnen maar moeten niet door de feitenrechter worden uitgesproken. Hij beschikt over enige beoordelingsvrijheid.

Overigens belet niets de feitenrechter een behandeling op te leggen wanneer de seksuele delinquent niet is veroordeeld tot een effectieve gevangenisstraf (uitstel). De behandeling of de begeleiding zal dan aanvangen zodra de beslissing van de veroordeling definitief is en de seksuele delinquent zal nooit in contact komen met het gevangenis milieu, dat misschien meer kwaad dan goed doet.

Par contre, un placement sous surveillance électronique mobile est corrélative à une peine d'emprisonnement. En effet, cette dernière est réservée aux délinquants sexuels qui ont commis une infraction sexuelle ayant conduit à une condamnation d'emprisonnement d'au moins sept ans.

De l'injonction de soins

En ce qui concerne la peine d'injonction de soins, elle sera décidée sur base d'une expertise médicale. Il est en effet important que dans la problématique du traitement des délinquants sexuels un dialogue constructif soit engagé entre la Justice et la Santé.

Cette expertise médicale a pour objectif de déterminer la pathologie qui est à l'origine de l'infraction commise par le délinquant sexuel.

Ce diagnostic est essentiel pour, d'une part, déterminer s'il est opportun de prononcer une injonction de soins. En effet, pour certains, le passage par les tribunaux et/ou la prison sera suffisant pour les empêcher de récidiver. Il est, dès lors, inutile « d'engorger » les équipes soignantes. Certains autres ne sont pas aptes à suivre un traitement. D'autres encore sont de tels psychopathes qu'il n'y a aucune chance de guérison. Dans ces deux derniers cas, il relève de la responsabilité du ministre de la Justice de décider de la mise à la disposition du gouvernement de ces personnes à la fin de leur peine d'emprisonnement. Cette disposition existe, il faut l'utiliser lorsqu'elle s'avère nécessaire pour protéger la société.

Ce diagnostic permettra, d'autre part, de déterminer le type de traitement ou de guidance le mieux adapté à la pathologie. C'est la pathologie et non le type d'infraction qui doit être à la base du cadre thérapeutique. Par injonction de soins, l'auteur de la proposition de loi vise tous types de traitement ou guidance : thérapie de groupe, éducation sexuelle, médicaments, etc.

Cependant, il est évident que, même pour des spécialistes, la détermination du type de traitement ou de guidance, voire même de la pathologie dans certains cas, n'est pas toujours aisée. Par ailleurs, le traitement ou la guidance devront être modifiés en fonction de l'évolution du patient. Il est également impossible de déterminer, au moment de la condamnation, la durée précise du traitement ou de la guidance qui sera nécessaire pour arriver à « une guérison ». Toutes ces modalités varieront au cours de la prise en charge du délinquant sexuel.

Dès lors, une fois la décision de condamnation prononcée par le juge du fond sur base de l'expertise médicale — et que cette décision est définitive —, la proposition de loi prévoit que l'injonction de soins est

Het plaatsen onder mobiel elektronisch toezicht hangt echter samen met een gevangenisstraf. Die laatste kan immers alleen voor seksuele delinquenten die een seksueel misdrijf hebben begaan dat aanleiding heeft gegeven tot een veroordeling tot een gevangenisstraf van minstens zeven jaar.

Door de rechter opgelegde behandeling

De behandeling zal door de rechter worden opgelegd op grond van een medisch deskundigenonderzoek. Het is immers belangrijk in de problematiek van de behandeling van seksuele delinquenten dat het tot een constructieve dialoog komt tussen Justitie en Volksgezondheid.

Het doel van dat medisch deskundigenonderzoek is de pathologie te bepalen die het misdrijf dat de seksuele delinquent heeft gepleegd, veroorzaakt heeft.

Die diagnose is van essentieel belang om te bepalen of het opleggen van behandeling raadzaam is. Voor sommigen volstaat immers het verschijnen voor de rechter en/of het belanden in de gevangenis om te voorkomen dat ze recidiveren. Het is bijgevolg overbodig de zorgteams te overstelpen met cliënten. Anderen zijn niet geschikt om een behandeling te volgen. Nog anderen zijn dermate psychopathisch dat er geen enkele kans op genezing is. In die twee laatste gevallen is het de minister van Justitie die op het einde van de gevangenisstraf, moet beslissen over een eventuele terbeschikkingstelling van de regering. Die maatregel bestaat en moet genomen worden wanneer dat nodig blijkt om de maatschappij te beschermen.

Die diagnose maakt het anderzijds mogelijk het soort behandeling of begeleiding te bepalen dat het best bij de pathologie past. De pathologie en niet het soort misdrijf moet de therapeutische begeleiding bepalen. Met door de rechter opgelegde behandeling bedoelt de indiener van het wetsvoorstel alle vormen van behandeling of begeleiding : groepstherapie, seksuele opvoeding, geneesmiddelen, enz.

Het is echter duidelijk dat het zelfs voor specialisten niet altijd gemakkelijk is het soort van behandeling of begeleiding, of soms zelfs de pathologie te bepalen. Tevens moet de behandeling of begeleiding worden aangepast aan de toestand van de patiënt. Het is ook onmogelijk op het tijdstip van de veroordeling te bepalen hoe lang de behandeling of de begeleiding zal duren die nodig is om tot « genezing » te komen. Al die omstandigheden zullen veranderen tijdens de opvang van de seksuele delinquent.

Eens de veroordeling door de feitenrechter is uitgesproken op grond van het medisch deskundigenonderzoek en die beslissing definitief is, voorziet het wetsvoorstel erin dat de door de rechter opgelegde

mise en œuvre par le juge (peines de moins de trois ans) ou le tribunal d'application des peines (peines de plus de trois ans). Conformément à la philosophie de la loi sur le tribunal d'application des peines, c'est le pouvoir judiciaire qui doit intervenir lorsque l'aménagement de la peine qui a été initialement prononcée entraîne une modification substantielle de sa nature.

Cependant, cette mise en œuvre réalisée sous l'égide du juge ou du tribunal d'application des peines se fera en concertation étroite avec l'équipe soignante.

L'auteur de la proposition de loi propose qu'un arrêté royal détermine la manière dont cette concertation sera réalisée, mais il lui paraît évident que l'équipe soignante conserve son autonomie décisionnelle quant au traitement ou la guidance le/la mieux adapté(e) pour le délinquant sexuel au cours de son parcours. Le but n'est pas, comme expliqué précédemment, de se coller au contenu de l'injonction de soins qui sera appliquée au début de l'incarcération mais bien de trouver le traitement ou la guidance le/la plus adéquat(e) pour guérir le délinquant. Il en va de même quant à la durée de l'injonction de soins. Si l'équipe soignante décide qu'il n'est plus nécessaire de soigner le délinquant, elle devra en référer au juge d'application des peines qui doit, cependant, conserver le pouvoir décisionnel final. L'injonction de soins est et reste une peine. De même, l'injonction de soins doit pouvoir se poursuivre, si l'équipe soignante l'estime nécessaire, à la sortie de prison. En effet, il faut éviter une interruption abrupte d'un traitement comme cela se produit actuellement dans le cadre des libérations conditionnelles.

Il est à noter que l'auteur de la proposition de loi ont fait le choix, à l'instar de la loi applicable en France, de ne pas contraindre un délinquant sexuel à un traitement. Cependant, dans l'hypothèse où le délinquant sexuel refuse de suivre l'injonction de soins, que ce soit dès le début de la mise en œuvre de l'injonction de soins ou en cours de route (refus de coopération, par exemple) la peine d'emprisonnement prévue par le jugement ou l'arrêt dans cette hypothèse sera alors mise à exécution sous le contrôle du juge ou du tribunal d'application des peines. Cette peine s'ajoutera à la peine principale encourue pour l'infraction. Elle s'élèvera à maximum trois ans d'emprisonnement en cas de condamnation pour un délit et sept ans dans l'hypothèse d'un crime.

Contrairement à la libération conditionnelle où le refus de suivre un traitement empêche une hypothétique libération anticipée et n'est, dès lors, pas une motivation suffisante à éviter d'aller «à fond de peine», la présente proposition de loi allonge la période d'incarcération — et de manière très consé-

behandlung ten uitvoer wordt gelegd door de rechter (straffen korter dan drie jaar) of door de strafuitvoeringsrechtbank (straffen langer dan drie jaar). Overeenkomstig de filosofie waarop de wet betreffende de strafuitvoeringsrechtbank steunt, moet de rechterlijke macht optreden wanneer de aanpassing van de straf die oorspronkelijk werd uitgesproken, een substantiële wijziging van de aard ervan met zich brengt.

Bij die tenuitvoerlegging, die plaatsvindt onder toezicht van de rechter of de strafuitvoeringsrechtbank, wordt er nauw overleg gepleegd met het zorgteam.

De indiener van het wetsvoorstel stelt voor dat een koninklijk besluit bepaalt hoe dat overleg zal plaatsvinden, maar het lijkt hem voor de hand te liggen dat het zorgteam vrij kan blijven beslissen over de geschikteste behandeling of begeleiding van de seksuele delinquent in de loop van zijn traject. Zoals reeds uitgelegd, is het niet de bedoeling het te houden bij de bij de aanvang van de opsluiting door de rechter opgelegde behandeling *sensu stricto* maar wel om de geschikteste behandeling of begeleiding te vinden om de delinquent te genezen. Hetzelfde geldt voor de duur van die behandeling. Indien het zorgteam beslist dat het niet langer nodig is om de delinquent te verzorgen, moet het zich tot de strafuitvoeringsrechter wenden, die de uiteindelijke beslissingsbevoegdheid moet behouden. Een door de rechter opgelegde behandeling is en blijft een straf. Tevens moet die behandeling bij het verlaten van de gevangenis kunnen worden voortgezet indien het zorgteam dat noodzakelijk acht. Men moet immers voorkomen dat een behandeling plots wordt afgebroken, zoals dat nu gebeurt in sommige gevallen van voorwaardelijke invrijheidstelling.

De indiener van het wetsvoorstel heeft, zoals dat in de Franse wet het geval is, ervoor gekozen een seksueel delinquent niet onder dwang te behandelen. Wanneer de seksuele delinquent echter weigert de opgelegde behandeling te volgen, hetzij van bij de aanvang van tenuitvoerlegging of terwijl ze al bezig is (hij weigert bijvoorbeeld mee te werken), dan zal de gevangenisstraf waarin het vonnis of het arrest voorziet worden uitgevoerd onder de controle van de strafuitvoeringsrechter of -rechtbank. Die straf komt bovenop de hoofdstraf die wegens het misdrijf is opgelegd. Ze bedraagt maximum drie jaar gevangenisstraf bij een veroordeling wegens een wanbedrijf en zeven jaar indien het om een misdaad gaat.

Anders dan bij de voorwaardelijke invrijheidstelling, waar de weigering om zich aan een behandeling te onderwerpen een hypothetische vervroegde invrijheidstelling belet, wat bijgevolg onvoldoende motiveert om te voorkomen dat men de straf volledig uitzit, verlengt onderhavig wetsvoorstel de periode

quente — en cas de refus du condamné de se soigner. Cela aura certainement un côté très incitatif à accepter l'injonction de soins.

Il est évident qu'un tel système de soins nécessitera un réel investissement en moyens humains et matériels.

Pour être efficaces, les équipes soignantes doivent être en nombre suffisant pour ne pas être noyées sous le travail et, dès lors, inévitablement le « bâcler ». Elles doivent se composer de personnel qualifié (psychiatres, psychologues, assistants de justice, ...), pouvant suivre des formations continues, bénéficiant d'un encadrement (lieu de discussions et de supervision entre praticiens, etc.) et qui pour s'investir dans ce type de créneau doivent être correctement payés par la justice. L'auteur de la proposition de loi propose de conserver, évidemment, l'expertise qu'ont acquis les services spécialisés dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels mis en place par les accords de coopération de 1998. Cependant, pour faire face à l'importance de la charge de travail, il prévoit également de permettre à des centres et médecins de réaliser ces nouvelles fonctions moyennant une agrégation dont les modalités seront déterminées par le Roi. Cela permettra, par ailleurs, au patient d'avoir un choix de spécialistes plus large.

Les moyens matériels doivent également suivre : créer à l'intérieur des prisons des antennes des services spécialisés dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels. Le délinquant sexuel pris en charge en prison par une équipe pourra, dès lors, si cela est opportun, continuer à être suivi par la même équipe lorsqu'il sortira de prison.

Du placement sous surveillance électronique mobile

La proposition de loi prévoit que lorsque le délinquant sexuel a été condamné à une peine de prison de plus de sept ans — qu'il a dès lors commis un acte particulièrement grave vu le taux de la peine —, le juge du fond peut le condamner à un placement sous surveillance électronique mobile.

La personne placée sous surveillance électronique mobile est astreinte au port d'un bracelet intégrant un émetteur permettant à tout moment de déterminer à distance sa localisation sur l'ensemble du territoire national. Ce dispositif devra garantir le respect de la dignité, de l'intégrité et de la vie privée de la personne.

Ce dispositif aura certainement un caractère dissuasif envers la personne qui le porte. Par crainte d'être confondue, cette personne réfléchira à deux fois avant

van opsluiting — en wel in zeer hoge mate — indien de veroordeelde de behandeling weigert. Dat zal ongetwijfeld een belangrijke aansporing zijn om de opgelegde behandeling te accepteren.

Het is duidelijk dat dergelijk zorgsysteem reële investeringen in mensen en middelen vergt.

Om efficiënt te zijn, moeten de zorgteams voldoende in aantal zijn om niet in het werk te verdrinken en het onvermijdelijk te « verknoeien ». Ze moeten uit geschoold personeel bestaan (psychiaters, psychologen, justitieassistenten ...), dat zich kan bijscholen, over infrastructuur beschikt (plaatsen voor overleg en toezicht onder zorgverstrekkers, enz.) en dat voor zijn inzet met betrekking tot dat soort activiteit correct moet worden betaald door het gerecht. Vanzelfsprekend stelt de indiener van het wetsvoorstel voor om de deskundigheid van de gespecialiseerde diensten in begeleiding en behandeling van seksuele delinquenten, die door de samenwerkingsakkoorden van 1998 in het leven zijn geroepen, niet te laten verloren gaan. Maar om de hoge werklast het hoofd te kunnen bieden, wil hij centra en artsen ook de mogelijkheid geven die nieuwe taken uit te oefenen, mits zij over een erkenning beschikken waarvan de nadere regels door de Koning zullen worden vastgelegd. Overigens zal de patiënt op die manier uit meer specialisten kunnen kiezen.

De materiële middelen moeten eveneens volgen : het oprichten, binnen de gevangenissen, van steunpunten van de gespecialiseerde diensten in de begeleiding of behandeling van seksuele delinquenten. De seksuele delinquent die in de gevangenis door een team wordt opgevangen, kan bijgevolg, wanneer dat wenselijk is, door hetzelfde team verder worden gevolgd wanneer hij de gevangenis verlaat.

Iemand onder mobiel elektronisch toezicht plaatsen

Het wetsvoorstel bepaalt dat wanneer de seksuele delinquent veroordeeld werd tot een gevangenisstraf van langer dan zeven jaar — wanneer hij dus, gelet op de strafmaat een zeer ernstig feit heeft gepleegd —, de feitenrechter hem kan veroordelen tot mobiel elektronisch toezicht.

Iemand die onder mobiel elektronisch toezicht wordt geplaatst, wordt gedwongen een enkelband met een zender te dragen, waardoor men vanop afstand steeds kan bepalen waar hij zich op het nationale grondgebied bevindt. Die apparatuur moet garanderen dat de waardigheid, de integriteit en de privacy van de betrokkene in acht worden genomen.

Ongetwijfeld zal die apparatuur voor de persoon die ze draagt een ontradend effect hebben. Uit schrik om te worden ontmaskerd zal hij wel tweemaal nadenken

de commettre à nouveau un acte irréparable. Par ailleurs, ce dispositif permettra une répression plus efficace en cas de récidive. Mais il ne faut pas se leurrer : malgré une offre de soins complète et variée, le risque zéro n'existe pas.

Cette surveillance électronique débutera dès la sortie de prison du délinquant sexuel. Elle sera mise en œuvre par le tribunal d'application des peines — il s'agit, en effet, d'office de peines d'emprisonnement de plus de trois ans — qui devra, au moins un an avant la sortie de prison, faire évaluer la dangerosité ainsi que le risque de récidive du délinquant sexuel.

Cet examen sera réalisé par les mêmes spécialistes que pour l'injonction de soins.

Sur base de cet examen, le juge d'application des peines déterminera la durée du placement sous surveillance électronique. On peut également concevoir qu'il décide de ne pas mettre en place cette surveillance électronique mobile.

Comme pour l'injonction de soins, l'auteur de la proposition de loi a décidé, à l'instar de la France, de laisser le libre choix au délinquant sexuel d'accepter ou non cette mesure de sûreté. S'il la refuse ou s'il contrevient aux obligations corrélatives à cette surveillance, l'emprisonnement prévu par le juge du fond dans cette hypothèse sera mis à exécution. Cet emprisonnement ne peut excéder trois ans en cas de condamnation pour un délit et sept ans pour un crime.

*
* *

L'auteur de la proposition de loi est consciente des apports humains et matériels nécessaires à une bonne prise en charge de la délinquance sexuelle. Elle estime que la lutte contre la délinquance sexuelle doit être une priorité. Les dégâts qu'elle cause doivent à tout prix être évités.

Si les peines prévues par la proposition de loi ne garantiront pas un monde sans agressions sexuelles, elles pourront certainement participer à une meilleure réinsertion de certains délinquants sexuels et à diminuer la récidive.

Christine DEFRAIGNE.

*
* *

voor hij opnieuw overgaat tot een onherstelbare daad. Tevens zal die apparatuur een efficiëntere repressie bij recidive mogelijk maken. Men mag zich echter geen illusies maken : ondanks een volledig en gevarieerd zorgaanbod blijft er altijd een risico bestaan.

Het elektronisch toezicht zal aanvangen zodra de seksuele delinquent de gevangenis verlaat. Het zal ten uitvoer worden gelegd door de strafuitvoeringsrechtbank — het gaat immers per definitie om gevangenisstraffen van langer dan drie jaar — die ten minste een jaar voor de delinquent de gevangenis verlaat, de gevaarlijkheid van de seksuele delinquent en het terugvalrisico zal moeten laten beoordelen.

Dat onderzoek zal worden gevoerd door dezelfde specialisten als die welke de opgelegde behandeling moeten volgen.

Op grond van dat onderzoek zal de strafuitvoeringsrechter bepalen hoe lang iemand onder elektronisch toezicht zal staan. Het is ook mogelijk dat hij beslist geen gebruik te maken van mobiel elektronisch toezicht.

Zoals voor de opgelegde behandeling heeft de indiener van het wetsvoorstel besloten de seksuele delinquent de keuze te laten die veiligheidsmaatregel al dan niet te accepteren, zoals dat ook in Frankrijk het geval is. Indien hij hem weigert of niet voldoet aan de verplichtingen die met dat toezicht gepaard gaan, zal de gevangenisstraf die in dat geval door de feitenrechter is bepaald, ten uitvoer worden gelegd. Die gevangenisstraf mag niet langer zijn dan drie jaar bij een veroordeling wegens een wanbedrijf of niet langer dan zeven jaar bij veroordeling wegens een misdad.

*
* *

De indiener van het wetsvoorstel is zich ervan bewust dat heel wat mensen en middelen nodig zijn om de seksuele delinquentie goed op te vangen. Zij meent dat de strijd tegen de seksuele delinquentie een prioriteit moet zijn. De schade die ze veroorzaakt, moet tot elke prijs worden voorkomen.

De straffen van het wetsvoorstel bieden geen garantie op een wereld zonder seksuele agressie, maar ze kunnen ongetwijfeld bijdragen tot een betere resocialisatie van bepaalde seksuele delinquenten en de recidive verminderen.

*
* *

PROPOSITION DE LOIArticle 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

À l'article 7 du Code pénal, la rubrique intitulée « En matière criminelle et correctionnelle » est complétée par un 2^o, rédigé comme suit :

« 2^o pour les infractions visées aux articles 372 à 378*bis* et aux articles 379 à 389 lorsque celles-ci ont été commises sur des mineurs ou ont impliqué leur participation :

- a) l'injonction de soins;
- b) le placement sous surveillance électronique mobile. »

Art. 3

Dans la section 5 du chapitre II du livre 1^{er} du même code, est insérée une sous-section *I*ter, contenant un article 34*sexies*, rédigée comme suit :

« Sous-section 1^{re}*ter*. De l'injonction de soins.

Art. 34*sexies*. Dans les cas prévus à l'article 7, « En matière criminelle et correctionnelle », 2^o, le juge peut ordonner, complémentirement à la peine principale, une injonction de soins.

L'injonction de soins est ordonnée sur base d'une expertise médicale établie par un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels ou tout autre service ou médecin agréé par le Roi qui détermine :

- 1^o la pathologie à l'origine de la déviance sexuelle;
- 2^o si une injonction de soins s'avère opportune, le type de traitement ou guidance le mieux adapté.

Le juge qui ordonne une injonction de soins fixe dans la décision de condamnation la durée maximum de l'emprisonnement encouru par le condamné en cas d'inobservation des obligations qui lui sont imposées par l'injonction de soins. Cet emprisonnement ne peut

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 7 van het Strafwetboek wordt de rubriek « In criminele zaken en in correctionele zaken : » aangevuld met een 2^o, luidende :

« 2^o voor de misdrijven bedoeld in de artikelen 372 tot 378*bis* en in de artikelen 379 tot 389, wanneer die gepleegd werden op minderjarigen of met hun deelneming :

- a) de door de rechter opgelegde behandeling;
- b) het onder mobiel elektronisch toezicht plaatsen. »

Art. 3

In afdeling 5 van hoofdstuk II van boek I van hetzelfde wetboek, wordt een onderafdeling *I*ter, met een artikel 34*sexies*, ingevoegd, luidende :

« Onderafdeling 1*ter*. De door de rechter opgelegde behandeling.

Art. 34*sexies*. In de gevallen bepaald in het 2^o van de rubriek « In criminele zaken en in correctionele zaken » van artikel 7 kan de rechter als bijkomende straf bovenop de hoofdstraf, een behandeling opleggen.

De behandeling wordt opgelegd op grond van een medisch deskundigenonderzoek door een in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten gespecialiseerde dienst of elke andere door de Koning erkende dienst of arts die :

- 1^o de pathologie bepaalt die aan de seksuele afwijking ten grondslag ligt;
- 2^o de best aangepaste soort behandeling of begeleiding bepaalt indien een door de rechter opgelegde behandeling wenselijk blijkt.

De rechter die een behandeling oplegt bepaalt in de veroordelingsbeslissing de maximale gevangenisstraf die de veroordeelde oploopt wanneer hij niet voldoet aan de verplichtingen verbonden aan de opgelegde behandeling. Die gevangenisstraf mag niet langer zijn

excéder trois ans en cas de condamnation pour délit et sept ans en cas de condamnation pour crime.

Le juge mentionne également dans sa décision qu'aucun traitement ou guidance ne pourra être entrepris sans le consentement du condamné, mais que, s'il refuse les soins qui lui sont proposés, l'emprisonnement prononcé en application de l'alinéa 3 pourra être mis à exécution par le juge ou le tribunal d'application des peines.

L'injonction de soins est mise en œuvre sous le contrôle du juge ou du tribunal d'application des peines dès que la décision de condamnation est devenue définitive et ce, en concertation avec le service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels ou tout autre service ou médecin agréés par le Roi. Le Roi détermine les modalités de cette concertation.»

Art. 4

Dans la section 5 du chapitre II du livre 1^{er} du même code, est insérée une sous-section *Iquater*, contenant un article 34*septies*, rédigée comme suit :

«Sous-section 1^{re}*quater*. Du placement sous surveillance électronique mobile

Art. 34*septies*. Dans les cas prévus à l'article 7, « En matière criminelle et correctionnelle », 2^o, le juge peut ordonner, complémentarément à la peine principale, le placement sous surveillance électronique mobile à compter du jour où la privation de liberté prend fin.

Le placement sous surveillance électronique mobile emporte pour le condamné l'obligation de porter un bracelet-émetteur permettant à tout moment de déterminer à distance sa localisation sur l'ensemble du territoire national.

Le placement sous surveillance électronique mobile ne peut être ordonné qu'à l'encontre d'une personne majeure condamnée à une peine privative de liberté d'une durée égale ou supérieure à sept ans.

Le juge qui ordonne un placement sous surveillance électronique mobile fixe la durée maximum de l'emprisonnement encouru par le condamné en cas d'inobservation des obligations qui lui sont imposées par ce placement. Cet emprisonnement ne peut excéder trois ans en cas de condamnation pour délit et sept ans en cas de condamnation pour crime.

Le juge mentionne également dans sa décision que le placement sous surveillance électronique mobile ne

dan drie jaar bij een veroordeling wegens een misdrijf en niet langer dan zeven jaar bij een veroordeling wegens een misdaad.

De rechter vermeldt in zijn beslissing ook dat er geen enkele behandeling of begeleiding mag plaatsvinden zonder de toestemming van de veroordeelde, maar dat, indien hij de behandeling die hem wordt voorgesteld weigert, de gevangenisstraf die krachtens het derde lid is uitgesproken, door de strafuitvoeringsrechter of de strafuitvoeringsrechtbank ten uitvoer kan worden gelegd.

De opgelegde behandeling wordt ten uitvoer gelegd onder de controle van de strafuitvoeringsrechter of de strafuitvoeringsrechtbank zodra de veroordelingsbeslissing definitief is geworden, en wel in overleg met de in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten gespecialiseerde dienst of met elke andere door de Koning erkende dienst of arts. De Koning bepaalt op welke wijze dat overleg geschiedt.»

Art. 4

In afdeling 5 van hoofdstuk II van boek I van hetzelfde wetboek, wordt een onderafdeling *Iquater* met een artikel 34*septies* ingevoegd, luidende :

« Onderafdeling *Iquater*. Het onder mobiel elektronisch toezicht plaatsen

Art. 34*septies*. In de gevallen bepaald in het 2^o van de rubriek « In criminele zaken en in correctionele zaken », van artikel 7, kan de rechter, als bijkomende straf bovenop de hoofdstraf, het mobiel elektronisch toezicht bevelen vanaf de dag waarop de vrijheidsberoving verstrijkt.

Het mobiel elektronisch toezicht brengt voor de veroordeelde de verplichting met zich van het dragen van een enkelband-zender waarmee op elk tijdstip vanop afstand kan worden bepaald op welke plek van het nationale grondgebied hij zich bevindt.

Alleen een meerderjarige die veroordeeld is tot een vrijheidsstraf gelijk aan of langer dan zeven jaar kan onder mobiel elektronisch toezicht worden geplaatst.

De rechter die het mobiel elektronisch toezicht beveelt, bepaalt in de veroordelingsbeslissing de maximale gevangenisstraf die de veroordeelde oploopt wanneer hij niet voldoet aan de verplichtingen verbonden aan het mobiel elektronisch toezicht. Die gevangenisstraf mag niet langer zijn dan drie jaar bij een veroordeling wegens een wanbedrijf en niet langer dan zeven jaar bij veroordeling wegens een misdaad.

De rechter vermeldt in zijn beslissing ook dat het mobiel elektronisch toezicht niet ten uitvoer mag

pourra être mis en œuvre sans le consentement du condamné, mais que, à défaut ou s'il manque à ses obligations, l'emprisonnement prononcé en application de l'alinéa 4 sera mis à exécution.

Le placement sous surveillance électronique mobile est mis en œuvre par le tribunal d'application des peines. Un an au moins avant la date prévue de sa libération, la personne condamnée au placement sous surveillance électronique mobile fait l'objet d'un examen destiné à évaluer sa dangerosité ainsi que le risque de récidive. Cet examen est réalisé par un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels ou tout autre service ou médecin agréés par le Roi.

Sur base de cet examen, le juge d'application des peines détermine la durée du placement sous surveillance électronique mobile. Celle-ci ne peut excéder deux ans, renouvelable une fois en matière délictuelle et deux fois en matière criminelle.»

Art. 5

À l'exception du présent article, qui entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, chacun des articles de la présente loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi, et au plus tard, le premier jour du vingt-quatrième mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*.

20 juillet 2010.

Christine DEFRAIGNE.

worden gelegd zonder de toestemming van de veroordeelde, maar dat, indien hij weigert of zijn verplichtingen niet nakomt, de gevangenisstraf die krachtens het vierde lid is uitgesproken, ten uitvoer moet worden gelegd.

Het mobiel elektronisch toezicht wordt ten uitvoer gelegd door de strafuitvoeringsrechtbank. Minstens een jaar voor de verwachte datum van zijn invrijheidstelling, wordt de persoon die veroordeeld is tot mobiel elektronisch toezicht onderzocht om zijn gevaarlijkheid te bepalen, alsook het recidiverisico. Dat onderzoek wordt gevoerd door een dienst die gespecialiseerd is in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten of door elke andere door de Koning erkende dienst of arts.

Op grond van dat onderzoek bepaalt de strafuitvoeringsrechter hoe lang de veroordeelde onder elektronisch toezicht zal staan. Dat mag niet langer zijn dan twee jaar, welke periode eenmaal kan worden verlengd bij een wanbedrijf en tweemaal bij een misdad.»

Art. 5

Met uitzondering van dit artikel, dat in werking treedt de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, treedt elk artikel van deze wet in werking op de door de Koning te bepalen datum, en uiterlijk op de eerste dag van de vierentwintigste maand na die waarin deze wet in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

20 juli 2010.